



Le tiers en droit de la responsabilité administrative

Submitted by Philippine Lohé... on Mon, 06/13/2016 - 15:30

Titre	Le tiers en droit de la responsabilité administrative
Type de publication	Thèse, HDR
Type	Thèse
Année	2012
Langue	Français
Date de soutenance AAAA-MM-JJ	2012-06-18
Numéro national	2012TOUR1003
Diplôme	Doctorat
UFR	Droit
Auteur	Lohéac-Derboulle, Philippine [1]
Université	François-Rabelais
Ville	Tours

Résumé en
français

Le tiers étant communément défini comme la personne qui est étrangère à un groupe ou à une situation, l'on pourrait croire que le droit n'a aucune raison de s'y intéresser et qu'il ne lui consacre, dès lors, aucune place. L'étude relative au tiers en droit de la responsabilité administrative révèle pourtant le contraire. Cette thèse a ainsi pour objet de démontrer que, bien qu'il soit particulièrement difficile de l'identifier et, par là même, d'en donner une définition, le tiers y occupe une véritable place et y joue un rôle indéniable : celui-ci est susceptible d'exercer une influence sur la responsabilité encourue, devant le juge administratif, par l'administration (ou par toute personne qui est y assimilée). Une distinction doit, toutefois, être opérée selon la situation du tiers par rapport au dommage. Il existe en effet une pluralité de tiers qu'il convient de répartir en deux catégories : tiers victimes et tiers auteurs ou coauteurs. Des conséquences juridiques spécifiques s'attachent bien à l'identification du tiers victime. La reconnaissance d'une telle qualité étant notamment susceptible de conduire à l'application d'un régime juridique présentant des particularités par rapport à celui qui est habituellement appliqué aux autres catégories de victimes, se pose même la question de l'existence d'un droit de la responsabilité administrative du fait des dommages causés aux tiers. Le caractère relatif de la spécificité de cette matière, conjugué à l'absence d'unité de celle-ci, conduisent cependant à y apporter une réponse négative. Quant au tiers auteur ou coauteur, il peut également influencer sur la responsabilité de l'administration. Le juge administratif est effectivement susceptible de prendre en considération l'intervention d'une tierce personne dans la production du dommage en cause et, par conséquent, de faire varier la part de responsabilité de la personne poursuivie. Il peut le faire de manière immédiate, c'est-à-dire dans les rapports entre celle-ci et la victime, lorsqu'il met notamment en œuvre la théorie du fait du tiers. Il peut encore le faire de manière différée, à savoir dans le cadre des rapports entre les coauteurs et/ou les coresponsables du dommage, lorsqu'il s'agit de répartir entre eux la charge finale de la dette de réparation. Dans un souci de protection de la victime et à l'instar du principe appliqué en droit civil, la prise en compte différée du rôle du tiers dans la réalisation du dommage doit cependant être préférée à sa prise en compte immédiate.

URL de la
notice

<http://okina.univ-angers.fr/publications/ua14735> [2]

Liens

[1] <http://okina.univ-angers.fr/p.loheacde/publications>

[2] <http://okina.univ-angers.fr/publications/ua14735>

Publié sur *Okina* (<http://okina.univ-angers.fr>)